

Paris, le 1^{er} octobre 2026

PLF 2027

Un effort inédit demandé aux collectivités locales

Villes de France exprime sa vive inquiétude après la présentation des mesures envisagées dans le cadre du projet de loi de finances pour 2027. Le Gouvernement prévoit en effet une nouvelle contribution de 2,5 milliards d'euros demandée aux collectivités, dont près de 2 milliards d'euros pour les seules communes et intercommunalités.

Contrairement aux DILICO 1 et 2, cette contribution ne sera pas remboursée. À cet effort, vont s'ajouter une réduction de 2,1 milliards d'euros du FCTVA, ce qui va renchérir le coût des investissements locaux. Pour les villes moyennes, ces mesures risquent de se traduire par des projets reportés et des services publics de proximité fragilisés.

Villes de France réaffirme que le redressement des comptes publics est un objectif partagé. Ce redressement ne peut toutefois être conduit au prix d'un affaiblissement des communes, des intercommunalités et de leur capacité à répondre aux besoins concrets des habitants.

Villes de France appelle donc le Gouvernement et le Parlement à revoir profondément les dispositions envisagées dans le PLF 2027, afin :

- de préserver le caractère universel du FCTVA qui est un remboursement au secteur local et non une libéralité, et son rôle de soutien à l'investissement public local ;
- de garantir que toute contribution du secteur local soit proportionnée, concertée et compatible avec la continuité des services publics locaux ;
- d'ouvrir une véritable discussion sur une trajectoire pluriannuelle des finances locales, fondée sur la confiance, la prévisibilité et le respect de la libre administration des collectivités territoriales.

Contact presse :

VHM Conseil

mc.bourguetm@gmail.com